

# De Gaulle président de l'Algérie

Voici le premier des douze chapitres d'une fiction (vous l'avez deviné) écrite au début des années 60 et qui a peut-être servie de modèle à Maurice Goldring pour l'écriture de *La République populaire de France*. Le héros, Ferdinand Montebello, est né à Martigues en 1894 où ses parents étaient marins.

## Chapitre 1

- Mais que fais le Colonel, mais que fait-il ?
- Ferdinand, je te l'ai dit cent fois, le Colonel veut dénoncer le pouvoir, pas le prendre !
- Les circonstances commandent, si c'est pas cette nuit qu'on l'emporte, on va se faire avoir !
- Je suppose qu'on le lui a répété...
- Nos adversaires vont se ressaisir, ils vont même s'unir...
- Tu as raison...
- A-t-il plus peur de nous que de Daladier ?
- Il a plus peur de l'Allemagne que de Daladier !
- Justement si on n'écrase pas la vermine staviskiste, c'est l'Allemagne qui se frottera les mains, elle n'aura jamais aussi pire adversaire que Daladier !
- J'en suis bien d'accord, mais *les Croix de feu*, non ! Le Colonel appelle à la dispersion alors que nous sommes, Esplanade des Invalides, à deux pas du Palais Bourbon. Que faisons-nous ?

Ferdinand Montebello fêtait son quarantième anniversaire, il avait eu vingt ans, vingt ans plus tôt, aussi il a perdu toute sa jeunesse dans les tranchées. Une perte telle qu'il n'était toujours pas marié. Né à Martigues en 1894, rue du Figuier dans le quartier de Jonquières d'un père marin qui ne jurait que par le fils d'un percepteur du quartier de l'Ile, il avait tant fait souffrir sa mère, Rose ! Après la guerre il avait refusé de revenir dans sa belle ville, la Venise du Sud-est, préférant se fondre dans l'anonymat de la capitale pour y exercer le métier d'éboueur.

Par chance son ami et voisin avait eu vingt ans en 1918 devenant ainsi un ancien combattant honteux ! Pourtant, la guerre, il l'avait faite aussi ! Et tout le monde lui disait alors : "quelle guerre ?" "Oui, celle qui n'est pas sur les monuments aux morts, celle que je ne peux nommer car son seul nom me donne des frissons, celle qui s'est faite sous la chaleur du soleil marocain !"

Ce 6 février 1934 avait été préparé depuis des mois, il sonne l'heure d'une revanche ou même de plusieurs revanches que l'affaire de Jean Chiappe a avancé.

Ce jour là, Louis et Ferdinand s'installent tout d'abord en observateur sur les trottoirs devant le Grand Palais des Anciens Combattants pour voir la tête du défilé, le drapeaux, les étendards et les bannières portant ce simple slogan: "*Nous entendons que la France vive dans l'honneur et dans la propreté !*"

Comment être en désaccord ? Qui mieux que les Anciens Combattants pouvaient exiger ce modeste droit ?

Après avoir regardé passer la moitié du cortège, Ferdinand, membre de *l'Action française*, entre dans la foule des manifestants, et entraîne Louis qui refuse cependant de l'accompagner dans son enthousiasme à chanter ***La Marseillaise***. Plutôt que de suivre le cortège des *Croix de feu*, l'homme de Martigues aurait dû rejoindre le lieu de rassemblement de son parti, au croisement du boulevard Saint-Germain et du boulevard Raspail mais il pensait que les diverses manifestations n'allaient faire qu'une, devant le Palais Bourbon.

Puis brusquement à 8 heures, les échauffourées entre manifestants et policiers prennent une autre tournure : "Ils ont tiré", l'info circule comme une traînée de poudre.

Ce cri soulève la colère, ce crime soulève les pavés.

Est-ce le ministre de l'intérieur Frot qui a osé l'impensable ? Côté manifestants tous pensaient que la police n'userait jamais des balles contre des Anciens Combattants. Mais jamais personne ne saura d'où est venu l'ordre !

Tous ? Sans doute pas tous, car provoquer pour en arriver là, c'était le bon moyen pour changer une manifestation en émeute, une émeute en révolution, et une révolution en chute de la *vermine* parlementaire.

Un gouvernement provisoire attendait son heure à l'Hôtel de ville !

Alors la nuit du 6 février se changea en nuit de toutes les rumeurs !

Pendant que les gardes mobiles, matraques à la main, poursuivent des groupes, ailleurs, d'autres se reforment. Mais sans les troupes de De la Rocque, le Palais Bourbon où les députés voulaient investir le nouveau gouvernement Daladier, ne sera pas pris !

Ferdinand et Louis, et des membres des *Croix de feu* aussi, rejoignent la Place de la Concorde où Louis a plaisir à entendre *l'Internationale* et les cris : "*Les Soviets, les Soviets*".

La confusion est à son comble.

Les rues de Paris autour du Palais Bourbon sont un champ de ruines, la nuit est terrible, une nuit de février comme celle d'un certain mois de février

de 1848. Hier le peuple de Paris voulait instaurer le parlementarisme, à présent il veut le liquider.

Par le jeu de cache-cache imposé par les forces de l'ordre, Louis et Ferdinand se retrouvent vers 21 h 30, Faubourg Saint-Honoré où ils s'installent un moment sur une barricade.

Déjà chacun fait le compte des morts, des blessés.

Minuit et le peuple en colère se donne déjà rendez-vous au lendemain soir. Des pillards aussi qui, comme en toute affaire de violence, cherchent à sortir leur épingle du jeu !

Quand le 7 février au matin, le jour se lève sur la capitale, chacun tente de se précipiter sur son journal favori pour connaître la réalité du désastre. Les journaux officiels ayant attendus en vain le message officiel à transmettre se font discrets. *L'Homme libre* par exemple n'a rien vu ! Inversement *L'Action française* s'indignent face à une telle tuerie. Et *L'Humanité* s'insurge contre ce gouvernement bourgeois qui ne sait qu'user du sabre, de la mitrailleuse, en attendant le canon !

Pendant ce temps, Daladier donne sa démission pour calmer la colère. Albert Lebrun, le président de la République nomme aussitôt Gaston Doumergue à sa place qui, après s'être fait prier, commence à consulter pour un nouveau gouvernement capable de satisfaire une partie des liges. Pour le ministre de la guerre, la rumeur fait circuler un nom pour épater les Anciens combattants, celui du maréchal et qui dit maréchal dit Pétain !

Par un hasard que seules les rumeurs permettent, au moment même où commence à circuler le nom de Pétain, une nouvelle incroyable secoue toute la ville, puis tout le pays, un coup d'Etat aurait eu lieu à Alger !

C'est Ferdinand qui en informe Louis en allant le réveiller dans sa chambre - il avait eu du mal à s'endormir - , et ils cherchent à comprendre :

- Non, Louis, ce coup d'Etat n'est pas l'œuvre de mes amis, tu devrais plutôt regarder du côté des tiens !

- Les tiens sont dans les casernes, les miens dans la rue, et les coups d'Etat viennent toujours des casernes !

- Oui, des groupes sont bien organisés dans l'armée mais les consignes ont toujours été claires : c'est d'abord à Paris que les affaires se jouent car en cas d'échec, et pour le moment nous sommes plutôt du côté de l'échec, s'ils se font connaître, ils se feront aussitôt réprimer !

- Mais alors qui ? Branchons la radio pour voir s'ils en savent plus !

Parce qu'il n'y avait rien à attendre de tels moyens d'information, Louis décide d'aller au siège de *L'Humanité* ou, peut-être, on pourrait leur en dire

davantage. Ils habitaient à deux pas du 138 rue Montmartre dans le deuxième arrondissement, l'Huma se trouvant donc à quelques pas d'une plaque de rue que Ferdinand avait plaisir à toujours retrouver "*Frédéric Mistral demeura dans cette maison en 1859 l'année où il publia MIREILLE*", tandis que les regards de Louis se portait plutôt sur la plaque du 144 : *Ici le 31 juillet 1914 Jean Jaurès fut assassiné.*

En arrivant, ils découvrent un animation phénoménale à l'entrée. Louis, toujours suivi de Ferdinand sait par où passer pour éviter la foule. Il a un "pays" dans la maison ! Ceci étant avant de choisir la porte dérobée où il faut montrer patte blanche, ils écoutent les conversations qui vont bon train au sujet du titre qui barrait la **Une**. Le quotidien communiste obsédé par la dénonciation du frère ennemi, le parti socialiste n'y va pas de main morte :

*"Contre les fascistes, contre la démocratie qui se fascise..." et en lettres capitales énormes : "PARIS OUVRIER A RIPOSTE !" puis en dessous : "Tandis que les balles des gardes mobiles couchaient douze morts et près de deux cents blessés sur le pavé ! Le PARTI SOCIALISTE DONNE SA CONFIANCE AU GOUVERNEMENT."*

Et cherchant sur le journal affiché sur les murs, Louis constate qu'il y est question d'agitations en Algérie (ainsi qu'en Tunisie d'ailleurs).

*"C'est sous la pression des masses que les élus indigènes éléments bourgeois admis par l'Impérialisme français à siéger dans des collèges électoraux élus au suffrage restreint se sont décidés à entreprendre quelques chose de peur de voir se développer la lutte révolutionnaire et de perdre tout contact avec la population pauvre des villes et des campagnes."*

Leur délégation d'indigènes était à Paris hier et le gouvernement a refusé de les recevoir ! Jules Carde le gouverneur général de l'Algérie n'avait pas voulu non plus les entendre ! Ce natif de Batna en 1874 pensait bien maîtriser la situation et pour caresser une part des indigènes dans le sens du poil, il aurait hier accepté de mettre un terme aux expropriations de leurs terres ! En poste depuis le 3 octobre 1930, il revenait dans son pays natal après divers séjours dans les autres colonies françaises.

Est-ce cette agitation qui avait abouti au coup d'Etat ?

Ferdinand attire alors l'attention de Louis sur un entrefilet de la page 2 du journal qui parle du lieu où ils étaient, le Faubourg Saint Honoré, quand la foule voulait aller vers l'Elysée à 21 h 30. L'auteur du texte n'oublie rien : ni les gardes municipaux à cheval, ni les automobiles renversées rue Boissy-d'Anglas ni l'apparition surprise du sénateur radical-socialiste des Côtes-du-Nord qui s'était perdu en terre ennemie ! Il n'a eu qu'à essuyer les cris de "A poil ! A poil !". Oui nous étions sur la dite barricade de la Madeleine !

Louis décide d'entrer dans le local où l'agitation est aussi grande qu'à l'extérieur. Il entend tout d'un coup la voix de son "pays" reconnaissable entre toutes les voix, celle d'un paysan du Lot-et-Garonne qui comme lui était de Samazan. Renaud Jean s'insurge contre ce numéro de *l'Humanité*, pire il le vomit : il est mentionné comme ayant pris la tête d'une manifestation quand il est sorti de la Chambre des députés, or il condamne la complicité affichée ce soir-là entre les communistes et les fascistes. Louis lui fait un signe et solidarité locale oblige, Renaud Jean stoppe tout discours pour venir l'embrasser en souvenir du temps où il le prenait sur ses genoux quand il était petit.

- On vient pour l'Algérie ? Qu'est-ce qui se passe en Algérie ?
- C'est en souvenir de son passage au Maroc ?
- La France a été infâme au Maroc. J'imagine qu'en Algérie c'est pire !
- Personne ne sait ou ne veut dire ce qui se passe. Je devine que c'est un coup de de Kérillis !
- Henri de Kérillis ?
- Il a le premier compris ce qu'était le fascisme français ! Mais je suis comme toi, attendons pour en savoir plus car, dans la confusion présente, quand l'urgence c'est de sortir de la folie du 6 février, l'Algérie va se faire oublier un temps.

Après les salutations d'usage, Renaud Jean étant appelé à ses responsabilités, les deux amis décident de partir vers l'autre bout de Paris, Rue de Boccador dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement au siège du journal *L'Action Française* qui titre : "Après les voleurs, les assassins" et annonce 50 morts.

Ils passent par la place Vendôme, par l'inévitable place de la Concorde puis après avoir longé la Seine, au niveau du pont des Invalides, ils bifurquent à droite, rue François 1<sup>er</sup> pour atteindre au plus vite leur destination en descendant un peu l'Avenue Montaigne jusqu'au croisement avec la rue de Boccador.

Là Ferdinand n'a aucun mal à retrouver Charles Maurras qui le questionne d'abord sur son vécu de la manifestation, mais très vite Ferdinand insiste :

- On est là pour l'Algérie !
- Et pourquoi l'Algérie ?
- Mon ami a fait la guerre du Rif et il en a gardé quelques souvenirs !
- Personne ne sait ou ne veut dire ce qui se passe. En tout cas, nos hommes sont restés sages. Je devine que c'est un coup de de Kérillis !
- Henri de Kérillis ?
- Il a le premier compris ce qu'était l'imbécillité du colonialisme français ! Il a voulu y mettre un terme ! Mais je suis comme vous, il faut attendre pour en savoir plus et dans la confusion présente, quand l'urgence c'est de sortir de la folie du 6 février l'Algérie va se faire oublier un temps.

La journée du 7 n'a pas été moins animée en manifestations que la journée du 6 et en nombre de morts aussi. Comme toutes les rumeurs, celle concernant l'Algérie s'est faite volatile... jusqu'au lendemain, le 8 février quand la proclamation des insurgés a pu être connue !

Ce jour là, beaucoup ont cru un moment à une double farce, celle de Jean Duc de Guise et celle du colonel Charles de Gaulle.

Commençons par l'appel du Duc de Guise repris en une de *L'Action Française* :

"Français !

De la terre étrangère OU ME RETIENT CRUELLEMENT LA LOI D'EXIL, je m'incline avec une douloureuse émotion devant LES MORTS ET LES BLESSES qui, au prix ou au risque de leur vie, ont relevé le défi porté à la probité et à l'honneur par un gouvernement indigne, que son impuissance affolait.

Pour se maintenir en place et couvrir les détournements de l'épargne, il n'a pas hésité, dans l'affreuse soirée de mardi, à FAIRE TIRER sur d'anciens combattants, sur des mutilés, sur une généreuse jeunesse, espoir et réserve de la Patrie.

Un sang a coulé dans les rues de Paris, qui ne devrait jamais être versé que pour une Cause sacrée.

Français !

Voilà où vous ont conduits, par une chute de plus en plus accélérée; SOIXANTE ANNEES DE REPUBLIQUE, de gouvernement des partis.

Français de tout parti, de toute condition, de toute origine, c'est l'heure de vous rallier au principe MONARCHIQUE sur lequel a été fondée et s'est perpétuée PENDANT DES SIECLES, la grandeur de la France et qui seul peut assurer LA PAIX, L'ORDRE, LA JUSTICE, LA CONTINUITÉ DES DESSEINS ET DES ACTES.

En exil, le 7 février 1934.

Jean Duc de Guise"

Les majuscules sont du journal lui-même !

Et d'autres journaux connus comme fantaisistes publient cet autre communiqué qui se veut une copie amusée du précédent :

"ALGERIENS !

De la terre étrangère OU ME RETIENT CRUELLEMENT LA LOI DU DEVOIR, je m'incline avec une douloureuse émotion devant LES MORTS ET LES BLESSES qui, au prix ou au risque de leur vie, ont relevé le défi porté à la

probité et à l'honneur par un gouvernement indigne, que son impuissance affolait.

Pour se maintenir en place et couvrir les détournements de l'épargne, il n'a pas hésité, dans l'affreuse soirée de mardi, à FAIRE TIRER sur d'anciens combattants, sur des mutilés, sur une généreuse jeunesse, espoir et réserve de la Patrie.

Un sang a coulé dans les rues de Paris, qui ne devrait jamais être versé que pour une Cause sacrée.

ALGERIENS !

Voilà où nous a conduit, par une chute de plus en plus accélérée; le gouvernement des partis.

Algériens de tout parti, de toute condition, de toute origine, c'est l'heure de vous rallier à l'INDEPENDANCE principe sur lequel va se fonder et se perpétuer PENDANT DES SIECLES, la grandeur de l'Algérie et qui seul peut assurer LA PAIX, L'ORDRE, LA JUSTICE, LA CONTINUITÉ DES DESSEINS ET DES ACTES.

En conséquence de quoi, avec de multiples forces militaires, politiques, sociales, religieuses nous avons décidé de destituer le gouverneur général de la France pour le remplacer par le Gouvernement général de l'Algérie dont on m'a confié la direction avec pour point de départ ces deux conditions préalables à toute constitution de la République Algérienne :

- mise en place dès à présent du suffrage universel total pour les hommes, comme pour les femmes, pour les colons comme pour les indigènes. Il s'appliquera pour les prochaines élections législatives prévues comme du temps de la France, en 1936 et dans les trois mois, pour le référendum qui concernera la constitution qui va vous être proposée.

- mise en place dès à présent de la loi de 1905 que la France n'avait pas daigné appliquer dans sa colonie.

Dès à présent affirmons-le haut et fort : seule l'Algérie indépendante pourra sauver la France... sans en faire une colonie !

En exil volontaire, le 7 février 1934.

Colonel Charles de Gaulle"

Les majuscules sont du journal lui-même !

Ni Ferdinand, ni Louis ne connaissaient le Duc de Guise ou Charles De Gaulle. S'agissait-il de personnages réels ? Ferdinand n'était pas un militant assez chevronné de L'Action Française pour savoir qu'il existait des fantômes dans la royauté. En fait il le connaissait sous le nom de Duc d'Orléans.

Quant au lieutenant-colonel de Gaulle, il en est un qui avait pu prendre au sérieux son communiqué, Philippe Pétain ! Tous deux avaient pu s'observer

au Secrétariat général du Conseil supérieur de la Défense nationale", et de Gaulle se voyait bien en anti-Pétain ! Tous deux savaient que le militaire passe aussi par le politique mais chez l'un Pétain, le politique était ne vaudrait jamais une gloire militaire et chez l'autre il n'y avait de gloire que politique quand on avait en charge la grandeur de la France !

En cette journée du 8 Louis s'arrange pour croiser dans les manifestations incessantes son cher Renaud Jean qui sans doute aurait les explications les plus claires. Quand le député voit approcher, inquiet, son ami il croit tout de suite qu'il s'agit de ligne du parti communiste et il se lance dans une explication entre le passe du front unique au front commun mais Louis finit par couper :

- Et l'Algérie ?
- Ah ! oui, l'Algérie ! Ce n'est pas de Kérillis mais c'est tout comme !
- Mais que pensent les communistes algériens ?
- Comme ici et partout, ils sont divisés ! Il y a ceux qui sont avec le colonel car ils pensent que de l'indépendance ne peut que sortir un recul du colonialisme et les autres qui ne veulent rien à voir avec un défenseur des bourgeois !
- Mais toi, dis-moi, toi, dis-moi ce que tu penses ?
- De Gaulle c'est un Bolivar et par son coup d'Etat, il va sauver la France ! Mais qui peut le comprendre ? Qui peut comprendre de Kérillis ? Le fascisme casse les clivages établis et nous avons du mal à inventer les clivages capables de lui faire face !
- Je comprends qu'avec le Duc de Guise *L'Action française* a raté son rendez-vous avec l'histoire, mais que le fascisme est cependant victorieux même en France !
- Tu le sais, pour moi la Grandeur de la France, c'est la Grandeur de ses paysans et ils ont aussi fait, en partie, l'Algérie. Je parle bien sûr des paysans démocrates, maîtres chez eux, et qui, là-bas ne sont pas forcément des colons ! Il faut différencier ceux qui exploitent la terre et ceux qui exploitent les hommes pour exploiter la terre !
- Concrètement qui soutient le coup d'Etat ?
- Les religieux musulmans réformistes qui étaient fatigués d'avoir face à eux des imans payés par l'Etat français. Jamais ils n'auraient prôné l'indépendance mais venant de France, tant mieux ; les instituteurs et les petits paysans dont je te parlais qui savent que De Gaulle ne veut pas une république d'extrémistes de droite, les indépendantistes bien sûr mais qui ne savent pas si on ne va pas leur voler leur "indépendance" mais puisqu'il est dit, un homme une voix, les musulmans étant plus nombreux, ils vont se faire entendre.

- Je me vois partir en Algérie parce que de là-bas on va peut-être plus facilement permettre l'indépendance du Maroc et de la Tunisie. C'est une course de vitesse avec le fascisme.

- Tu as tout compris, nous vivons une course de vitesse avec le fascisme et de Gaulle a voulu prendre une longueur d'avance !

Ferdinand n'ayant pas assisté à cette conversation comprendra mal pourquoi, quand il reverra son ami Louis le lendemain, il ne le reconnaîtra plus.

Louis Combes était resté un jeune naïf jusqu'au moment où il découvrit la caserne ! Quel choc ! Il savait tout des horreurs de la première guerre mondiale, il savait tout des luttes sociales entre paysans notables et paysans notoires, ceux qui osaient rester debout face à l'injustice. Mais ce qu'il voyait surtout c'était que chaque année la terre faisait pousser tabac et tomates qui aboutissaient à la récolte. La vie n'était qu'une récolte, récolte certes qui méritait travail mais qui par son existence effaçait les souffrances !

A la guerre on ne récolte que des morts !

Et en guise de guerre, il se trouva mobilisé pour celle du Rif.

Là, le jeune Combes s'il n'y laissa pas sa vie, y laissa son âme.

Et la blessure fut plus étrange qu'on ne peut le croire quand vous saurez qu'il se trouva aux côtés de Benoît Tinguy.

Ce Benoît Tinguy aurait pu être un paysan breton comme lui un paysan gascon. Le service militaire en décida autrement. Et aussi l'appel de l'Afrique. Il s'y fit un ami Alain Le Hervey qui l'aida à organiser ses impulsions et à ses acquisitions d'autodidacte et, une fois libéré de son service militaire, il le suivit dans l'Est Tunisien où la mère de Le Hervey dirigeait une ferme. Ils se firent paysans mais les deux moururent et Tinguy fut repris par le besoin d'aventure et surtout poursuivi par la guerre qui ne le quittera plus. En Tunisie, s'affrontent Turcs et Italiens et Tinguy prend le parti des "Turcs" en fait des Arabes dont il parle la langue, aime les coutumes et vit le rêve d'indépendance. Il se marie même à une musulmane et son sexe subira l'opération qui va avec. Son nom lui-même devient arabe.

Sa tête est mise à prix par les Italiens mais il évite cent fois la mort et quand se croyant débarrassé de cette guerre là, éclate celle de 1914 !

Il ne comprend pas pourquoi mais la fibre nationaliste le secoue et il se met au service des Français dans ce qui va devenir sa technique de guerre la plus performante, le renseignement.

Voilà pourquoi Louis Combes, des années après va se passionner pour cet homme : il peut tout raconter et ce qu'il raconte est monstrueux.

Quand Louis arrive au Maroc il est dans le massif de haute montagne nommé Tichourkt qui ne signifie rien d'autre que montagne en langue berbère. Il doit "pacifier" les Tserrouchen qui s'y sont réfugiés.

Et là pendant qu'il étudie l'histoire des tribus, les haines des familles, les intérêts lésés, la guerre prenant la pause, il raconte cette autre guerre que font d'autres européens. Entre 1921 et 1927, lors de la troisième guerre du Rif au protectorat espagnol au Maroc, il dit que l'armée espagnole a utilisé des armes chimiques contre Abdelkrim al-Khattabi. Ces armes auraient été fabriquées par un chimiste allemand et bombardées par des avions au-dessus des Marocains ! Allemands et Français presque au coude à coude par l'intermédiaire des Espagnols ! Et l'utilisation des gaz n'aurait pas dérangé Tinguy qui faisait la différence entre les populations qui se soumettaient et qu'il traitait avec dignité, et les insoumis réduits au rang de brigands. Par la ruse il a donc ramené dans le camp français une partie des populations mais ensuite la guerre fut sans pitié pour les autres.

Quand des morts Berbères étaient prises, les cadavres étaient exposés devant les barbelés du poste, dans l'attente que des négociateurs viennent les réclamer, car il était impensable pour ces derniers de laisser des membres de leur tribu sans une sépulture correcte, où les femmes pourraient venir crier leur douleur. Alors suivant l'importance de la prise, le prix était fixé en nombre de fusils ! Au nom du culte des morts ils laissaient toujours un peu de liberté ! Mais Tinguy y laissa la vie !

Quand Louis Combes quitta Taferdouste, la belle du Tichoukt, comme Ferdinand, il préféra s'enfermer dans l'anonymat parisien. Et dire que certains vont dans la capitale pour s'y faire un nom ! Il savait que l'Afrique lui laissait une blessure inguérissable : d'un côté les horreurs annonciatrices de tant d'horreurs, et de l'autre les bonheurs possibles dans ces pays magnifiques, annonceurs de tant de bonheurs agricoles possibles !

Depuis huit ans il faisait comme s'il était redevenu le jeune homme heureux d'être naïf, mais il venait de comprendre qu'il se devait de repartir.